



Opinions Libres

le blog d'Olivier Ezratty

Hystérie économique : ça continue...

Natixis verse 70 millions d'euros de bonus à 3000 salariés (sur 23000) et cela fait la une incendiaire de tous les médias ! Sans compter les stock-options qui sont décrites n'importe comment...

Faudrait commencer à se calmer s'il vous plaît messieurs les pourfendeurs de l'économie !

Ces 70 millions de Natixis sont certes impressionnants mais ils ne représentent que **23000 euros par employé** concerné en moyenne.

Sachant que la distribution doit être telle que seuls certains traders touchent de grosses primes et la majorité touche des primes probablement inférieures à 10000 Euros. Ce qui fait certes un SMIC annuel, mais représente moins de deux à trois mois de salaires pour les personnes concernées. On est loin des millions des parachutes dorés. Autant il faudrait éventuellement dénoncer les plus grandes des primes correspondant à ces 70 millions d'Euro qui doivent concerner quelques dizaines de traders, autant il faudrait peut-être la mettre en veilleuse sur la rémunération variable assez classique qui concerne les autres.

Et doit-on considérer que la crise doit nous amener à supprimer toute rémunération variable ? Tout effet de levier économique ?

A ce compte là, il y a des centaines de milliers de commerciaux dont la compensation calculée à la commission devrait aussi être mise sur la place publique et dénoncée par les médias !

Ah oui, il s'agit d'une entreprise qui a été aidée par l'Etat ! Mais ces entreprises aidées ont des salariés payés au variables avec un fixe proportionnellement plus faible. C'est un peu la loi du genre dans ces métiers.

Mais nous sommes dans un Etat de droit. La seule manière de revenir sur les contrats qui ont été signés entre les salariés concernés et leur entreprise est de changer la loi. Va-t-on interdire les rémunérations variables ? Probablement pas. En limiter le niveau ? Peut-être. Une solution consiste aussi à remonter les taux d'imposition des tranches d'impôt les plus élevées sans pour autant toucher au bouclier fiscal. Quitte comme certains le proposent dans la majorité à en profiter pour supprimer l'ISF, cette épine du pied certes juste socialement mais économique inefficace. Mais on le sait, Sarkozy s'y oppose car il ne veut pas revenir sur ses promesses électorales. Pourtant, il y en a peu qui lui en voudraient de ne pas respecter celle-là (ne pas augmenter les impôts) !

Cet article a été publié le 27 mars 2009 et édité en PDF le 17 mars 2024.

